



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU DEUXIÈME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE 2016

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le deuxième trimestre et le premier semestre 2016, clos le 30 juin. Les comptes du premier semestre ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes ; ceux du deuxième trimestre, pris isolément, n'ont pas fait l'objet d'un examen.

Les comparaisons détaillées entre 2016 et 2015 sont données, sauf indication contraire, aux cours de change 2015 (« données comparables »).

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2016

Avec une parité moyenne de \$ 1,13 / € 1 au deuxième trimestre, le dollar s'est inscrit en baisse de 2 % par rapport au deuxième trimestre 2015 (\$ 1,10 / € 1). Le yuan, de son côté, s'est déprécié de 7 %. L'évolution des devises a eu pour effet mécanique de diminuer de € 1,2 million (- 2 %) le chiffre d'affaires et de € 0,5 million (- 6 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Forte croissance des commandes de nouveaux systèmes, pour le troisième trimestre consécutif

Les commandes de nouveaux systèmes se sont élevées à € 30,5 millions, en croissance de 17 % à données comparables comme à données réelles, par rapport au deuxième trimestre 2015 (€ 26,2 millions).

Les commandes de nouvelles licences de logiciels (€ 6,9 millions) progressent de 16 %, celles des équipements de CFAO (€ 19,4 millions) de 18 % et celles de formation et de conseil (€ 3,7 millions) de 25 %.

Les commandes de nouveaux systèmes sont également en augmentation par rapport au premier trimestre 2016 (€ 26,1 millions). Au quatrième trimestre 2015 et au premier trimestre 2016, elles avaient progressé respectivement de 20 % et 23 %, à données réelles, par rapport aux mêmes trimestres de l'année précédente.

Hausse du résultat opérationnel et du résultat net

Le chiffre d'affaires s'élève à € 64,1 millions, en croissance de 8 % par rapport au deuxième trimestre 2015 (+ 6 % à données réelles).

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes augmente de 8 %, tout comme le chiffre d'affaires récurrent, avec une progression de 4 % pour les contrats récurrents et de 15 % pour les consommables et pièces.

Le résultat opérationnel atteint € 8,1 millions, en hausse de 14 % (+ 7 % à données réelles) et la marge opérationnelle s'établit à 12,6 %, en progression de 0,7 point (+ 0,1 point à données réelles).

Le résultat net s'établit à € 5,5 millions, en hausse de € 0,2 million (+ 5 %) à données réelles.

Enfin, le cash-flow libre s'élève à € 3,3 millions (€ 5,2 millions au deuxième trimestre 2015).

Ouverture d'une filiale au Vietnam

Avec l'ouverture de sa filiale Lectra Vietnam, le 1^{er} juillet 2016, Lectra poursuit son plan de développement en Asie. Elle aidera les sociétés vietnamiennes à mettre en place les technologies de Lectra qui ont fait leur preuve en Asie comme dans le reste du monde et accompagnera le développement des groupes étrangers implantés dans le pays. Bénéficiant d'une forte croissance économique, le Vietnam a encore renforcé son attractivité par l'accord de partenariat transpacifique signé en février 2016.

Présente depuis plus de 20 ans au Vietnam, Lectra compte déjà de nombreux clients parmi lesquels de très grands groupes asiatiques. Elle était jusqu'alors représentée par son agent Ly Sinh Cong Trading Service Company (LSC). L'ensemble de son personnel commercial et de services a rejoint la nouvelle filiale, basée à Hô-Chi-Minh-Ville.

2. ACTIVITÉ ET COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2016

Avec une parité moyenne de \$ 1,12 / € 1 sur le semestre, le dollar est resté stable par rapport au premier semestre 2015. Le yuan s'est, de son côté, déprécié de 5 %.

Malgré la stabilité de la parité euro / dollar, l'évolution des devises a eu pour effet mécanique de diminuer de € 1,8 million (- 1 %) le chiffre d'affaires et de € 0,9 million (- 6 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Un chiffre d'affaires et un résultat opérationnel en ligne avec le plan de marche de la société

Le chiffre d'affaires s'élève à € 126,3 millions, en croissance de 10 %, et le résultat opérationnel à € 15,4 millions, en hausse de 24 %.

Ces résultats sont en ligne avec le point de passage au 30 juin correspondant au centre de la fourchette des objectifs communiqués le 11 février.

Commandes de nouveaux systèmes

Au total, les commandes de nouveaux systèmes s'élèvent à € 56,7 millions, en progression de € 9,4 millions (+ 20 %) par rapport au premier semestre 2015 : + 8 % pour les nouvelles licences de logiciels, + 27 % pour les équipements de CFAO et + 10 % pour la formation et le conseil.

Géographiquement, la situation est très contrastée : les commandes augmentent de 60 % en Asie-Pacifique et 22 % en Europe. Elles diminuent de 22 % dans les Amériques. Au premier semestre 2015, elles avaient augmenté de 25 % dans les Amériques et diminué de 26 % en Asie-Pacifique. Dans les pays du reste du monde (Afrique du Nord, Afrique du Sud, Turquie, Moyen-Orient ...), elles augmentent de 9 %.

Les commandes progressent de 7 % dans la mode et l'habillement et de 55 % dans l'automobile. Elles reculent de 6 % dans l'ameublement. Dans les autres industries, elles augmentent de 22 %. Ces marchés ont représenté respectivement 45 %, 40 %, 11 % et 4 % du montant total des commandes.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires atteint € 126,3 millions, en croissance de 10 % (+ 9 % à données réelles).

Le chiffre d'affaires progresse dans toutes les régions : 8 % en Europe, 14 % dans les Amériques, 9 % en Asie-Pacifique et 11 % dans les pays du reste du monde. Ces régions ont représenté respectivement 43 % (dont 7 % pour la France), 27 %, 24 % et 6 % du chiffre d'affaires global. En 2015, elles avaient représenté respectivement 43 % (dont 7 % pour la France), 26 %, 25 % et 6 % du chiffre d'affaires global.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 54,6 millions) augmente de 13 % et représente 43 % du chiffre d'affaires global (42 % au premier semestre 2015) :

- les nouvelles licences de logiciels (€ 11,7 millions) reculent de 1 % et contribuent à hauteur de 9 % au chiffre d'affaires global (10 % au premier semestre 2015) ;
- les équipements de CFAO (€ 36,4 millions) augmentent de 25 % et représentent 29 % du chiffre d'affaires global (26 % au premier semestre 2015) ;
- la formation et le conseil (€ 5,5 millions) diminuent de 9 % et représentent 4 % du chiffre d'affaires global (5 % au premier semestre 2015).

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces

Le chiffre d'affaires récurrent (€ 71,7 millions) augmente de 8 %. Il représente 57 % du chiffre d'affaires global (58 % au premier semestre 2015).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 56 % du chiffre d'affaires récurrent et à 32 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 40,4 millions. Il progresse de 4 % :

- les contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels (€ 23,4 millions), en hausse de 4 % par rapport à 2015, représentent 18 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO (€ 17,0 millions), en progression de 4 %, représentent 13 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des consommables et pièces (€ 31,4 millions) augmente de 13 % et représente 25 % du chiffre d'affaires global (24 % en 2015).

Carnet de commandes

Au 30 juin 2016, le carnet de commandes des nouveaux systèmes (€ 24,9 millions) augmente de € 1,9 million à données réelles par rapport au 31 décembre 2015. Par rapport au 30 juin 2015, il progresse de € 5,9 millions.

Le carnet de commandes comprend € 18,2 millions de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO, dont € 16,6 millions livrables au troisième trimestre, € 0,6 million livrable au quatrième trimestre et le solde sur 2017, et € 6,7 millions de formation et de conseil livrables au fur et à mesure de la réalisation des projets.

Marge brute

La marge brute s'élève à € 93,0 millions.

Le taux de marge brute global est de 73,6 %. A données comparables, il diminue de 1,9 point par rapport à celui du premier semestre 2015, compte tenu du mix des ventes.

Les charges de personnel et les autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ou de la formation et du conseil ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 77,6 millions, en progression de € 3,3 millions (+ 4 %) par rapport au premier semestre 2015. Ils se décomposent comme suit :

- € 70,1 millions de frais fixes (+ 4 %) ;
- € 7,5 millions de frais variables (+ 5 %).

A données réelles, l'augmentation des frais généraux est de 3 %.

Les dépenses de recherche et développement (€ 11,7 millions), entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes, représentent 9,3 % du chiffre d'affaires (€ 11,4 millions et 9,8 % au premier semestre 2015). Après déduction du crédit d'impôt recherche et de la part correspondante du crédit d'impôt compétitivité et emploi applicables en France, les frais nets de R&D totalisent € 8,2 millions (€ 7,1 millions en 2015).

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel atteint € 15,4 millions. Par rapport au premier semestre 2015, il progresse de € 3,2 millions (+ 24 %) à données comparables et de € 2,3 millions (+ 17 %) à données réelles.

La marge opérationnelle s'établit à 12,2 %. Elle augmente de 1,5 point à données comparables et de 0,9 point à données réelles.

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 0,2 million. Le résultat de change est négatif de € 0,1 million.

Après une charge d'impôt de € 4,4 millions, le résultat net atteint € 10,7 millions (€ 9,0 millions au premier semestre 2015), en hausse de 18 % à données réelles.

Le bénéfice net par action est de € 0,35 sur capital de base et € 0,34 sur capital dilué (€ 0,29 sur capital de base et dilué au premier semestre 2015).

Cash-flow libre

Le cash-flow libre atteint € 7,1 millions, en augmentation de € 3,2 millions par rapport au premier semestre 2015.

Le crédit d'impôt recherche (€ 3,4 millions) et le crédit d'impôt compétitivité et emploi (€ 0,4 million) du premier semestre 2016 ont été comptabilisés mais non encaissés. Si ces montants avaient été encaissés, le cash-flow libre se serait élevé à € 11,0 millions.

Structure financière

Au 30 juin 2016, les capitaux propres s'établissent à € 113,9 millions (€ 113,0 millions au 31 décembre 2015), après paiement le 6 mai du dividende de € 9,3 millions (€ 0,30 par action) au titre de l'exercice 2015.

La société n'a plus de dette depuis le 31 mars 2015. La trésorerie disponible et la trésorerie nette atteignent € 57,8 millions (€ 59,3 millions au 31 décembre 2015).

Le besoin en fonds de roulement est positif de € 0,4 million. Il comprend la créance de € 25,6 millions sur le Trésor public français au titre des crédits d'impôt recherche comptabilisés depuis l'exercice 2012, non encaissés et non imputés sur l'impôt. Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 25,2 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

Ces crédits d'impôt, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français. Si celle-ci n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, elle est remboursée à la société au cours de la quatrième année. Ainsi, la société devrait percevoir le remboursement du solde (€ 5,1 millions) du crédit d'impôt recherche 2012 avant la fin de l'année.

3. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Évolution du capital

Au 30 juin 2016, le capital social est de € 30 957 385, divisé en 30 957 385 actions d'une valeur nominale de € 1,00.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, il a été augmenté de € 170 986 en valeur nominale (assorti d'une prime d'émission de € 469 441) par la création de 170 986 actions résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

Principaux actionnaires

Le 8 avril 2016, puis le 24 avril par une deuxième déclaration, la société a été informée qu'Allianz SE (Allemagne), par l'intermédiaire des sociétés françaises qu'elle contrôle, avait franchi à la hausse, le seuil de 5 % du capital et des droits de vote et qu'elle détenait 5,10 % du capital et 5,05 % des droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier 2016.

A la date du présent rapport, à la connaissance de la société :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 35,9 % du capital et 35,5 % des droits de vote ;
- Delta Lloyd Asset Management NV (Pays-Bas), pour le compte de fonds et de clients dont elle assure la gestion, et Allianz SE (Allemagne) par l'intermédiaire des sociétés françaises qu'elle contrôle, détiennent chacune plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote.

Aucun autre actionnaire n'a déclaré détenir plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

Actions de la société détenues en propre

Au 30 juin 2016, la société détenait 0,05 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Évolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 30 juin 2016, le cours de Bourse (€ 13,81) s'est inscrit en hausse de 14 % par rapport au 31 décembre 2015 (€ 12,10). Son plus bas a été de € 10,76 le 11 février et son plus haut de € 14,70 le 27 mai.

Sur les six premiers mois de 2016, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont baissé respectivement de 9 % et 7 %.

Selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées sur Euronext (2,3 millions) a diminué de 56 % et les capitaux échangés (€ 30,3 millions) de 52 % par rapport au premier semestre 2015. Ces chiffres excluent les échanges réalisés sur toute autre plateforme de cotation.

4. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 30 JUIN

Aucun événement important n'est à signaler.

5. CALENDRIER FINANCIER

Les résultats financiers du troisième trimestre seront publiés le 27 octobre, après la clôture d'Euronext.

6. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE L'ACTIVITÉ ET PERSPECTIVES D'AVENIR

La société a abordé 2016 avec des fondamentaux opérationnels encore plus solides qu'en 2015 et une structure financière à nouveau renforcée.

Dans son rapport financier du 11 février 2016 et son rapport annuel, auxquels il convient de se référer, elle a développé l'évolution prévisible de son activité et ses perspectives d'avenir. Elle a souligné que l'année s'annonçait à nouveau imprévisible, la persistance de conditions macroéconomiques, géopolitiques et monétaires incertaines pouvant continuer de peser sur les décisions d'investissement des entreprises.

La société s'était fixé pour objectif, en début d'année, de réaliser en 2016 une croissance du chiffre d'affaires de 6 % à 12 % et du résultat opérationnel de 8 % à 25 %, à données comparables.

Avec des résultats en ligne avec son plan de marche au 30 juin, elle a décidé d'accélérer son plan de R&D à partir du 1^{er} juillet 2016. Cette décision devrait augmenter les frais fixes, nets de crédit d'impôt recherche, d'environ € 1,1 million au second semestre 2016, qui auront pour effet de réduire de 3,5 points le taux de croissance du résultat opérationnel annuel.

De ce fait, et compte tenu de l'activité et des résultats du premier semestre, la société anticipe désormais, pour l'exercice 2016, une croissance du chiffre d'affaires de 8 % à 11 % et du résultat opérationnel de 9 % à 19 %, à données comparables.

La société annoncera, le 9 février 2017, sa nouvelle feuille de route 2017-2019 à l'occasion de la publication des comptes du quatrième trimestre et de l'exercice 2016.

Le Conseil d'Administration
Le 28 juillet 2016

Attestation de la société relative au rapport du premier semestre 2016

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice".

Paris, le 28 juillet 2016

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

(en milliers d'euros)	30 juin 2016	31 décembre 2015	30 juin 2015
Écarts d'acquisition	32 493	32 769	32 585
Autres immobilisations incorporelles	4 642	4 890	4 687
Immobilisations corporelles	19 203	19 706	17 830
Actifs financiers non courants	2 111	2 100	1 896
Impôts différés	9 259	8 696	8 016
Total actifs non courants	67 708	68 161	65 014
Stocks	25 532	23 326	23 475
Clients et comptes rattachés	44 331	53 404	42 790
Autres actifs courants	34 825	31 493	36 821
Trésorerie et équivalents de trésorerie	57 826	59 347	41 535
Total actifs courants	162 514	167 570	144 621
Total actifs	230 222	235 731	209 635

PASSIF

(en milliers d'euros)	30 juin 2016	31 décembre 2015	30 juin 2015
Capital social	30 957	30 786	30 723
Primes d'émission et de fusion	9 488	9 018	8 773
Actions détenues en propre	(191)	(203)	(282)
Écarts de conversion	(9 014)	(8 194)	(8 135)
Réserves et résultats consolidés	82 618	81 547	66 891
Capitaux propres	113 858	112 954	97 969
Engagements de retraite	9 194	8 420	8 444
Emprunts et dettes financières à long terme	-	-	-
Total passifs non courants	9 194	8 420	8 444
Fournisseurs et autres passifs courants	52 901	57 561	50 392
Produits constatés d'avance	47 754	50 325	46 656
Dette d'impôt exigible	3 606	3 561	2 984
Emprunts et dettes financières à court terme	-	-	-
Provisions	2 909	2 910	3 190
Total passifs courants	107 170	114 357	103 222
Total passifs et capitaux propres	230 222	235 731	209 635

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin 2016 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2016 (six mois)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin 2015 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2015 (six mois)
Chiffre d'affaires	64 132	126 345	60 308	116 428
Coût des ventes	(17 082)	(33 366)	(14 824)	(28 195)
Marge brute	47 050	92 979	45 484	88 233
Frais de recherche et développement	(4 196)	(8 157)	(3 589)	(7 147)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(34 768)	(69 397)	(34 331)	(67 912)
Résultat opérationnel	8 086	15 425	7 564	13 174
Produits financiers	16	73	40	128
Charges financières	(153)	(258)	(120)	(230)
Résultat de change	42	(142)	(286)	(411)
Résultat avant impôts	7 990	15 098	7 197	12 660
Impôts sur le résultat	(2 465)	(4 443)	(1 916)	(3 668)
Résultat net	5 525	10 655	5 281	8 992

(en euros)

Résultat par action :

- de base	0,18	0,35	0,17	0,29
- dilué	0,17	0,34	0,17	0,29

Nombre d'actions utilisé pour les calculs :

- résultat de base	30 924 887	30 863 180	30 606 349	30 513 708
- résultat dilué	31 714 833	31 666 366	31 683 121	31 537 389

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin 2016 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2016 (six mois)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin 2015 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2015 (six mois)
Résultat net	5 525	10 655	5 281	8 992
Écarts de conversion	(820)	(820)	(72)	368
Effet d'impôts	-	-	-	-
Total éléments qui seront reclassés en résultat net	(820)	(820)	(72)	368
Réévaluation du passif net au titre des régimes de retraite à prestations définies	(581)	(581)	121	169
Effet d'impôts	190	190	(29)	(43)
Total éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net	(391)	(391)	92	126
Total autres éléments du résultat global	(1 211)	(1 211)	20	494
Résultat global	4 314	9 444	5 301	9 486

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2016 (six mois)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2015 (six mois)
I - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat net	10 655	8 992
Dotations nettes aux provisions, amortissements et dépréciations	3 296	3 280
Éléments non monétaires du résultat	(625)	(525)
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	35	2
Variation des impôts différés	(330)	330
Capacité d'autofinancement d'exploitation	13 031	12 079
Variation des stocks et en-cours	(2 588)	(2 453)
Variation des créances clients et comptes rattachés	6 546	5 028
Variation des autres actifs et passifs courants	(7 714)	(7 868)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(3 756)	(5 293)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	9 275	6 786
II - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(675)	(1 020)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 508)	(2 058)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	6	7
Acquisitions d'immobilisations financières ⁽¹⁾	(1 632)	(1 454)
Cessions d'immobilisations financières ⁽¹⁾	1 671	1 721
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(2 138)	(2 804)
III - FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	640	1 885
Versement de dividendes	(9 274)	(7 646)
Achats par la société de ses propres actions	(1 543)	(1 534)
Ventes par la société de ses propres actions	1 605	1 442
Remboursement des dettes long terme et court terme	-	(394)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(8 572)	(6 247)
Variation de la trésorerie	(1 435)	(2 265)
Trésorerie à l'ouverture	59 347	43 484
Variation de la trésorerie	(1 435)	(2 265)
Incidence des variations de cours de change	(86)	316
Trésorerie à la clôture	57 826	41 535
Cash-flow libre	7 137	3 982
Impôts (payés) / remboursés, nets	(3 013)	(2 329)
Intérêts (payés)	-	-

(1) Ces montants comprennent, pour l'essentiel, la valorisation des achats et ventes d'actions propres réalisés dans le cadre du contrat de liquidité, dont la contrepartie figure dans les lignes correspondantes des flux de trésorerie liés aux opérations de financement.

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Écarts de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2015	30 329 114	1,00	30 329	7 282	(133)	(8 503)	65 327	94 302
Résultat net							8 992	8 992
Autres éléments du résultat global						368	126	494
Résultat global						368	9 118	9 486
Exercices d'options de souscription d'actions	393 860	1,00	394	1 491				1 885
Valorisation des options de souscription d'actions							54	54
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(149)			(149)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							38	38
Dividendes							(7 646)	(7 646)
Capitaux propres au 30 juin 2015	30 722 974	1,00	30 723	8 773	(282)	(8 135)	66 891	97 969
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2015	30 329 114	1,00	30 329	7 282	(133)	(8 503)	65 327	94 302
Résultat net							23 377	23 377
Autres éléments du résultat global						309	290	599
Résultat global						309	23 667	23 976
Exercices d'options de souscription d'actions	457 285	1,00	457	1 737				2 194
Valorisation des options de souscription d'actions							167	167
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(70)			(70)
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							30	30
Dividendes							(7 646)	(7 646)
Capitaux propres au 31 décembre 2015	30 786 399	1,00	30 786	9 018	(203)	(8 194)	81 547	112 954
Résultat net							10 655	10 655
Autres éléments du résultat global						(820)	(391)	(1 211)
Résultat global						(820)	10 264	9 444
Exercices d'options de souscription d'actions	170 986	1,00	171	469				640
Valorisation des options de souscription d'actions							48	48
Vente (achat) par la société de ses propres actions					12			12
Profit (perte) réalisé par la société sur ses propres actions							33	33
Dividendes							(9 274)	(9 274)
Capitaux propres au 30 juin 2016	30 957 385	1,00	30 957	9 488	(191)	(9 014)	82 618	113 858

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 2016

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée depuis 1987 sur Euronext (compartiment B), est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir, textiles techniques et matériaux composites. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux : principalement la mode et l'habillement, l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement ainsi qu'une grande variété d'autres industries (aéronautique, industrie nautique, éolien...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode et de l'habillement, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations de long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et pièces.

Les équipements et logiciels sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France), où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de plus de 1 500 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne ses clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 34 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2015, réalisé en direct 91 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis) pour les Amériques et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec près de 850 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. 260 ingénieurs sont dédiés à la R&D et 150 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique de Lectra repose sur trois piliers :

- un équilibre des risques, qui bénéficient d'une couverture naturelle par la répartition de l'activité sur des marchés sectoriels et géographiques aux cycles différents et le très grand nombre de clients dans le monde entier ;
- une répartition équilibrée du chiffre d'affaires entre le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes, moteur de la croissance de l'entreprise, et le chiffre d'affaires des contrats récurrents, consommables et pièces, essentiel à sa stabilité, qui constitue un amortisseur en période de conjoncture difficile ;
- la génération d'un cash-flow libre annuel supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi annuels applicables en France.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/finance/accounting/ias/index_fr.htm

Les états financiers consolidés condensés au 30 juin 2016 ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe et leur annexe pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, disponibles sur lectra.com.

Les comptes consolidés ont été préparés selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2015. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 28 juillet 2016 et ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes. Ceux du deuxième trimestre, pris isolément, n'ont pas fait l'objet d'un examen limité.

Les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 sont sans impact sur les comptes du Groupe. Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

La comparabilité des comptes trimestriels, semestriels et annuels peut être affectée par la nature légèrement saisonnière des activités du Groupe qui réalise sur le quatrième trimestre un chiffre d'affaires généralement plus élevé que sur les trimestres précédents, notamment en ce qui concerne le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes. Par ailleurs, les frais généraux sont réduits au troisième trimestre par l'effet des congés d'été en France et dans les filiales européennes. Ces deux éléments ont un effet positif sur le résultat opérationnel des trimestres concernés.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2016 traduits à cours de change 2015, comparés aux données réelles 2015.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels et de logiciels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles. Pour les logiciels, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte de manière étalée sur la durée des contrats.

Le chiffre d'affaires lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche et la part du crédit d'impôt compétitivité et emploi relative au personnel de R&D applicables en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de la période. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital dilué.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 6 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales, regroupant des pays pour lesquels les caractéristiques économiques sont similaires (nature des produits et services, type de clients, méthodes de distribution) : il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, production, R&D, finance, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant, le cas échéant, les produits et charges à caractère non récurrent et les pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation inter-secteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 30 juin 2016, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre la société mère Lectra SA, 30 sociétés consolidées par intégration globale.

La société a créé en juin 2016 une nouvelle filiale au Vietnam, Lectra Vietnam, afin d'accélérer son plan de développement en Asie.

Cette filiale, consolidée par intégration globale dans les comptes du Groupe au 30 juin 2016, a repris, le 1^{er} juillet 2016, les activités de l'agent qui représentait Lectra depuis de nombreuses années dans ce pays. Au 30 juin 2016, seul le capital a été versé ; la création de cette filiale n'a donc aucun impact sur les comptes consolidés du Groupe. Son incidence sur le compte de résultat et l'état de la situation financière du Groupe sera par la suite négligeable, l'essentiel des ventes dans ce pays ayant été jusqu'à présent facturé par Lectra SA.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre au cours du premier semestre 2016.

La société avait créé, en octobre 2015, une nouvelle filiale, Lectra Tunisie CP, dont l'unique activité est la vente de consommables et pièces en Tunisie. Cette filiale avait repris, depuis le 1^{er} octobre 2015, l'activité correspondante qui était jusqu'alors gérée et facturée directement par Lectra SA depuis la France, la première filiale Lectra Systèmes Tunisie ne pouvant vendre que des services. L'incidence de la création de Lectra Tunisie CP sur le compte de résultat et l'état de la situation financière du Groupe était négligeable.

Quatre filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 30 juin 2016, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,6 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 2,7 millions et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de Lectra SA pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à Lectra SA pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 30 juin 2016.

4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

4.1 Deuxième trimestre 2016

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin				
	2016		2015	Variation 2016/2015	
	Réel	A cours de change 2015	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	64 132	65 352	60 308	+6%	+8%
Coût des ventes	(17 082)	(17 199)	(14 824)	+15%	+16%
Marge brute	47 050	48 153	45 484	+3%	+6%
(en % du chiffre d'affaires)	73,4%	73,7%	75,4%	-2,0 points	-1,7 point
Frais de recherche et de développement	(4 196)	(4 196)	(3 589)	+17%	+17%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(34 768)	(35 364)	(34 331)	+1%	+3%
Résultat opérationnel	8 086	8 594	7 564	+7%	+14%
(en % du chiffre d'affaires)	12,6%	13,2%	12,5%	+0,1 point	+0,7 point
Résultat avant impôts	7 990	8 498	7 197	+11%	+18%
Impôt sur le résultat	(2 465)	na	(1 916)	+29%	na
Résultat	5 525	na	5 281	+5%	na

4.2 Premier semestre 2016

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin				
	2016		2015	Variation 2016/2015	
	Réel	A cours de change 2015	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	126 345	128 178	116 428	+9%	+10%
Coût des ventes	(33 366)	(33 430)	(28 195)	+18%	+19%
Marge brute	92 979	94 748	88 233	+5%	+7%
(en % du chiffre d'affaires)	73,6%	73,9%	75,8%	-2,2 points	-1,9 point
Frais de recherche et de développement	(8 157)	(8 157)	(7 147)	+14%	+14%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(69 397)	(70 223)	(67 912)	+2%	+3%
Résultat opérationnel	15 425	16 368	13 174	+17%	+24%
(en % du chiffre d'affaires)	12,2%	12,8%	11,3%	+0,9 point	+1,5 point
Résultat avant impôts	15 098	16 040	12 660	+19%	+27%
Impôt sur le résultat	(4 443)	na	(3 668)	+21%	na
Résultat	10 655	na	8 992	+18%	na

5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION À DONNÉES COMPARABLES

5.1 Deuxième trimestre 2016

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin							
	2016			2015		Variation 2016/2015		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2015	Réel	%	Données réelles		
Europe, dont :	27 457	43%	27 763	26 333	43%	+4%	+5%	
- France	4 857	8%	4 855	4 003	7%	+21%	+21%	
Amériques	15 618	24%	16 100	16 111	27%	-3%	0%	
Asie - Pacifique	17 131	27%	17 411	14 496	24%	+18%	+20%	
Autres pays	3 926	6%	4 078	3 368	6%	+17%	+21%	
Total	64 132	100%	65 352	60 308	100%	+6%	+8%	

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin							
	2016			2015		Variation 2016/2015		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2015	Réel	%	Données réelles		
Logiciels, dont :	17 471	27%	17 790	17 684	29%	-1%	+1%	
- nouvelles licences	5 770	9%	5 861	6 019	10%	-4%	-3%	
- contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels	11 701	18%	11 929	11 665	19%	0%	+2%	
Équipements de CFAO	18 340	29%	18 562	15 995	27%	+15%	+16%	
Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements	8 554	13%	8 754	8 262	14%	+4%	+6%	
Consommables et pièces	16 460	26%	16 912	14 763	24%	+11%	+15%	
Formation, conseil	2 833	4%	2 856	3 054	5%	-7%	-7%	
Divers	474	1%	478	550	1%	-14%	-13%	
Total	64 132	100%	65 352	60 308	100%	+6%	+8%	

Répartition du chiffre d'affaires entre chiffre d'affaires des nouveaux systèmes et chiffre d'affaires récurrent

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} avril au 30 juin							
	2016			2015		Variation 2016/2015		Données comparables
	Réel	%	A cours de change 2015	Réel	%	Données réelles		
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	27 417	43%	27 756	25 618	42%	+7%	+8%	
Chiffre d'affaires récurrent ⁽²⁾ , dont :	36 715	57%	37 596	34 690	58%	+6%	+8%	
- contrats récurrents	20 255	31%	20 684	19 927	34%	+2%	+4%	
- consommables et pièces	16 460	26%	16 912	14 763	24%	+11%	+15%	
Total	64 132	100%	65 352	60 308	100%	+6%	+8%	

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de formation et de conseil, ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Le chiffre d'affaires récurrent est de deux natures et comprend :

- les contrats récurrents : contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels, et contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO, renouvelables annuellement ;
- le chiffre d'affaires des consommables et pièces, statistiquement récurrent.

5.2 Premier semestre 2016

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin							
	2016			2015			Variation 2016/2015	
	Réel	%	A cours de change 2015	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Europe, dont :	54 154	43%	54 600	50 335	43%	+8%	+8%	
- France	9 398	7%	9 397	8 138	7%	+15%	+15%	
Amériques	33 621	27%	34 211	30 121	26%	+12%	+14%	
Asie - Pacifique	30 680	24%	31 160	28 595	25%	+7%	+9%	
Autres pays	7 890	6%	8 207	7 377	6%	+7%	+11%	
Total	126 345	100%	128 178	116 428	100%	+9%	+10%	

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin							
	2016			2015			Variation 2016/2015	
	Réel	%	A cours de change 2015	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Logiciels, dont :	35 045	28%	35 552	34 877	30%	0%	+2%	
- nouvelles licences	11 686	9%	11 853	12 028	10%	-3%	-1%	
- contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels	23 359	18%	23 699	22 850	20%	+2%	+4%	
Équipements de CFAO	36 353	29%	36 754	29 440	26%	+23%	+25%	
Contrats de maintenance et de services en ligne des équipements	17 021	13%	17 276	16 626	14%	+2%	+4%	
Consommables et pièces détachées	31 364	25%	31 991	28 297	24%	+11%	+13%	
Formation, conseil	5 545	4%	5 582	6 111	5%	-9%	-9%	
Divers	1 017	1%	1 023	1 077	1%	-6%	-5%	
Total	126 345	100%	128 178	116 428	100%	+9%	+10%	

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin							
	2016			2015			Variation 2016/2015	
	Réel	%	A cours de change 2015	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	54 601	43%	55 212	48 656	42%	+12%	+13%	
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	71 744	57%	72 966	67 772	58%	+6%	+8%	
- contrats récurrents	40 380	32%	40 975	39 475	34%	+2%	+4%	
- consommables et pièces détachées	31 364	25%	31 991	28 297	24%	+11%	+13%	
Total	126 345	100%	128 178	116 428	100%	+9%	+10%	

(1) Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de formation et de conseil, ainsi que les interventions ponctuelles réalisées sur la base installée.

(2) Le chiffre d'affaires récurrent est de deux natures et comprend :

- les contrats récurrents : contrats d'évolution et de services en ligne des logiciels, et contrats de maintenance et de services en ligne des équipements de CFAO, renouvelables annuellement ;
- le chiffre d'affaires des consommables et pièces, statistiquement récurrent.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 30 juin							
	2016			2015			Variation 2016/2015	
	Réel	%	A cours de change 2015	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Mode et habillement	22 935	42%	23 235	22 722	46%	+1%	+2%	
Automobile	22 151	41%	22 304	16 385	34%	+35%	+36%	
Ameublement	5 968	11%	6 112	7 130	15%	-16%	-14%	
Autres industries	3 547	6%	3 561	2 419	5%	+47%	+47%	
Total	54 601	100%	55 212	48 656	100%	+12%	+13%	

6. INFORMATION PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2016 (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	54 155	33 621	30 680	7 889	-	126 345
Résultat opérationnel	8 791	4 657	1 472	1 245	(740)	15 425

Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2015 ⁽¹⁾ (en milliers d'euros)	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	50 335	30 121	28 595	7 377	-	116 428
Résultat opérationnel	7 162	3 085	1 057	1 209	661	13 174

(1) Les montants de 2015 ont été retraités pour tenir compte de la modification des taux de marge brute (voir ci-dessous) et permettre une comparaison avec 2016.

Les taux de marge brute normatifs utilisés pour déterminer la performance des secteurs opérationnels ont été modifiés à compter du 1^{er} janvier 2016 pour tenir compte de l'amélioration de la rentabilité globale du Groupe. L'affectation de la marge brute entre les régions commerciales et le Siège ainsi réalisée permet d'obtenir une performance par secteur opérationnel plus pertinente. Les nouveaux taux de marge doivent permettre d'obtenir un résultat opérationnel proche de zéro pour le Siège sur la totalité de l'exercice, mais les variations saisonnières du chiffre d'affaires et des frais généraux peuvent conduire à un résultat différent pour chaque trimestre.

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

Du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2016 (en milliers d'euros)	Trésorerie brute	Dettes financières	Trésorerie nette
Cash-flow libre	7 137	-	7 137
Augmentations de capital ⁽¹⁾	640	-	640
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	62	-	62
Versement de dividendes	(9 274)	-	(9 274)
Effet de la variation des devises – divers	(86)	-	(86)
Variation de la période	(1 521)	-	(1 521)
Situation au 31 décembre 2015	59 347	-	59 347
Situation au 30 juin 2016	57 826	-	57 826
Variation de la période	(1 521)	-	(1 521)

(1) Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

(2) Uniquement au travers du contrat de liquidité confié à Exane BNP Paribas (cf. note 9)

Le cash-flow libre au 30 juin 2016 est de € 7,1 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 13,0 millions, d'investissements de € 2,1 millions et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 3,8 millions.

Les principales variations du besoin en fonds de roulement sont les suivantes :

- € 6,5 millions proviennent de la diminution des créances clients, compte tenu de l'encaissement en début d'année, en général annuellement d'avance, d'une portion importante des contrats récurrents (la variation des créances figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés est

obtenue en tenant compte de la rubrique « produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;

- + € 2,6 millions proviennent de l'augmentation des stocks ;
- + € 1,9 million provient de l'augmentation de la créance de Lectra SA sur le Trésor public français relative au crédit d'impôt recherche du premier semestre 2016, comptabilisé mais non encaissé, après imputation sur le solde de l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA pour la même période (cf. note 8 ci-après) ;
- + € 1,6 million provient de la différence entre la partie variable des salaires du Groupe relatifs aux résultats de l'exercice 2015, majoritairement payée en 2016, et celle comptabilisée au premier semestre 2016, qui sera payée en 2017 ;
- + € 4,3 millions proviennent de la diminution des dettes fournisseurs ;
- - € 0,1 million provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représente un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 30 juin 2016 est positif de € 0,4 million. Il comprend une créance de € 25,6 millions sur le Trésor public français au titre du crédit d'impôt recherche non encaissé et non imputé sur l'impôt (cf. note 8 ci-après). Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 25,2 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

8. CRÉDIT D'IMPÔT RECHERCHE – CRÉDIT D'IMPÔT COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI

Le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année, lorsqu'ils ne peuvent être imputés sur l'impôt sur les sociétés, font l'objet d'une créance sur le Trésor public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée à la société au cours de la quatrième année.

Les crédits d'impôt compétitivité et emploi relatifs à l'exercice 2015 et au premier semestre 2016 ont été intégralement imputés sur l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA.

Ainsi, au 30 juin 2016, Lectra SA détient une créance de € 25,6 millions sur le Trésor public français composée du solde du crédit d'impôt recherche, après imputation sur l'impôt sur les sociétés de chaque exercice : pour 2016 (€ 1,8 million), 2015 (€ 5,7 millions), 2014 (€ 6,9 millions), 2013 (€ 6,1 millions) et 2012 (€ 5,1 millions).

Compte tenu de ses estimations des montants de ces crédits d'impôt et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochains exercices, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de l'impôt sur les sociétés sur lequel sera intégralement imputé le crédit d'impôt compétitivité et emploi et, le cas échéant, le crédit d'impôt recherche de chaque exercice. Elle devrait ainsi percevoir le remboursement du solde des crédits d'impôt non imputés comme suit : 2016 (crédit d'impôt 2012), 2017 (crédit d'impôt 2013), 2018 (crédit d'impôt 2014), 2019 (crédit d'impôt 2015) et 2020 (crédit d'impôt 2016). Cette situation perdurera tant que le montant des crédits d'impôt annuels sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui des crédits d'impôt de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance correspondante. Puis, elle compenserait chaque année l'intégralité de ces crédits d'impôt sur l'impôt à payer de la même année et devrait décaisser le solde.

9. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la société a acheté 119 355 actions et en a vendu 123 175 aux cours moyens respectifs de € 12,92 et de € 13,03 dans le cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Au 30 juin 2016, elle détenait 14 520 de ses propres actions (soit 0,05 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 13,18, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

10. TRÉSORERIE DISPONIBLE ET TRÉSORERIE NETTE

(en milliers d'euros)	30 juin 2016	31 décembre 2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie	57 826	59 347
Emprunts et dettes financières	-	-
Trésorerie nette	57 826	59 347

Après le remboursement le 31 mars 2015 du solde de € 0,4 million des avances publiques correspondant à des aides au financement de programmes de R&D, qui constituaient son unique endettement, le Groupe n'a plus d'emprunts ou de dettes financières. De ce fait, la trésorerie disponible et la trésorerie nette s'élèvent toutes les deux à € 57,8 millions.

11. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2015.

Au cours du premier semestre 2016, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro était de \$ 1,12 / € 1.

Instruments financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 30 juin 2016 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 7,7 millions, destinés à couvrir des positions de bilan existantes. La société a ainsi couvert en quasi-totalité ses positions de bilan.

A la date du présent rapport, la société n'a pas couvert son exposition nette au dollar américain sur ses flux d'exploitation.

12. SENSIBILITÉ DU MODÈLE ÉCONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La société a établi ses scénarios 2016 sur la base de parités arrêtées au 31 décembre 2015 des devises dans lesquelles le Groupe réalise son chiffre d'affaires, notamment \$ 1,10 / € 1.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisée en dollar ou dans des devises corrélées au dollar une baisse de l'euro de 5 cents par rapport au dollar (portant la parité moyenne annuelle à \$ 1,05 / € 1) se traduirait par une augmentation mécanique du chiffre d'affaires annuel 2016 d'environ € 4,4 millions et du résultat opérationnel annuel de € 2,4 millions. A l'inverse, une appréciation de l'euro de 5 cents (soit \$ 1,15 / € 1) se traduirait par une diminution du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel annuels des mêmes montants.

A la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,11 / € 1.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises. Ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur.

PricewaterhouseCoopers Audit
« Crystal Park »
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine

KPMG SA
Domaine de Pelus
11, rue Archimède
33692 Mérignac Cedex

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2016

LECTRA S.A.
16-18, rue Chalgrin
75016 Paris

Aux Actionnaires

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Lectra SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, à l'exception du point décrit dans le paragraphe suivant. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Le compte de résultat consolidé du deuxième trimestre 2016 ainsi que les chiffres comparatifs du deuxième trimestre 2015 n'ont pas fait l'objet d'un examen limité de notre part.

Sur la base de notre examen limité et sous cette réserve, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. A l'exception de l'incidence éventuelle du fait exposé dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Mérignac, le 28 juillet 2016

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit SA

KPMG SA

Matthieu Moussy

Jean-Pierre Raud